

fonds utilisés par les corporations américaines proviennent de notre pays. Pourquoi n'utilisons-nous pas ces fonds nous-mêmes? Par une saine orientation, le gouvernement par ses nombreuses recommandations, ses commissions et ses équipes de travail, pourrait faire fructifier cet argent au Canada, dans l'intérêt de la population canadienne. Beaucoup de capitaux canadiens sont investis à l'étranger au nom de citoyens Canadiens. Une grande partie de nos capitaux vont en Europe, aux Antilles et aux États-Unis. Au moyen d'une planification appropriée, une grande partie de ces capitaux pourraient être canalisés vers des investissements au Canada.

Il y a environ un an et demi à la Jamaïque, je me souviens avoir été abasourdi par l'en-tête d'un journal. On y lisait, «Jamaïcanez l'économie et débarrassez-vous des investissements canadiens». A la Jamaïque, à la Trinité et à Tobago et dans les pays de ce genre, on s'inquiète davantage de l'investissement canadien que de l'investissement américain. Nous aussi nous sommes coupables d'aller dans certains pays et d'exploiter les gens pour en retirer des profits. Vous pouvez vous tenir au coin d'une rue à Londres et voir quatre sociétés canadiennes devenues multinationales.

**L'hon. M. Pepin:** Comment peuvent-elles être multinationales si elles sont canadiennes?

**M. Nystrom:** Certes, nous avons l'argent. Il pourrait en grande partie être introduit au Canada et servirait les intérêts de tous les Canadiens d'un océan à l'autre.

La politique du Nouveau parti démocratique relativement à la Corporation de développement du Canada est très bien connue. Voilà l'un des nombreux moyens auxquels le gouvernement pourrait avoir recours s'il était vraiment sérieux dans son désir de développer le Canada pour les Canadiens. Je ne veux pas élaborer davantage pour le moment; cependant, c'est un moyen que nous pourrions utiliser très efficacement si nous étions sérieux à propos de notre économie.

Le quatrième domaine auquel j'ai fait allusion il y a quelques minutes est celui de l'indépendance politique dans son ensemble. J'estime qu'en raison de notre dépendance économique vis-à-vis des pays étrangers, les États-Unis notamment, notre indépendance politique se trouve dans bien des cas gravement menacée. Je crois que si nous n'étions pas si étroitement assujettis aux sociétés américaines, nous aurions une politique étrangère plus autonome qui aurait une répercussion plus positive sur le monde en général. Je voudrais citer un bref commentaire de John Foster Dulles au sujet de l'impérialisme économique, si vous êtes disposés à utiliser ce terme à l'égard de la conquête d'un pays par la force. Dulles avait déclaré:

• (1540)

Il y a deux façons de conquérir un pays étranger. La première est de le conquérir par la force, l'autre de réussir à maîtriser son économie par des moyens financiers.

Que nous le voulions ou non, que nous soyons prêts à le reconnaître ou non, l'emprise étrangère, notamment celle des sociétés américaines sur un secteur important de notre économie, a une répercussion sensible sur la politique canadienne, notamment en ce qui concerne notre autonomie. Elle influe aussi vraiment sur notre commerce. Nous avons déjà signalé que certaines expéditions de farine à Cuba ont été interrompues, car elles enfreignaient la loi sur le commerce avec l'ennemi. La farine devait provenir de la filiale d'une société américaine. J'ai mentionné la potasse dans ma circonscription où des

[M. Nystrom.]

usines américaines l'exploitent. Nous pourrions peut-être en vendre à la Chine et à d'autres pays du bloc communiste, mais cela irait à l'encontre de la loi sur le commerce avec l'ennemi. Il a été question d'exporter des camions à la Chine, il y a quelques années. Il a fallu bloquer ce projet à cause de la même loi.

Je soutiens que les lois américaines ne devraient pas s'appliquer à la politique commerciale de notre pays. Le député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Osler) peut s'en amuser à sa guise.

**M. Osler:** Je ne traite pas ce sujet à la légère; je m'amuse de la manière dont le député le traite.

**M. Nystrom:** Il se trouve peut-être dans sa circonscription des Canadiens plus prospères que la moyenne ailleurs, mais je me préoccupe du citoyen moyen en Saskatchewan, le cultivateur, l'ouvrier, le petit commerçant qui ne profitent pas...

**L'hon. M. Pepin:** Amen.

**M. Nystrom:** ... qui ne profitent pas d'une politique de faveurs accordées à de grandes sociétés étrangères. Je renvoie le député de Winnipeg-Sud-Centre à celui de Duvernay (M. Kierans) qui pourrait peut-être lui donner quelques leçons de science politique. Comme mon chef et le député de Selkirk (M. Rowland) l'ont mentionné, nous avons l'argent, la technologie et les gens qu'il faut pour pouvoir d'ici un certain nombre d'années rapatrier l'économie. La tâche n'est pas facile et les obstacles seront nombreux, mais il faut nous y attaquer. Plusieurs possibilités s'offrent à nous. Selon notre parti, il faudrait que le secteur public investisse davantage dans l'économie. Nous ne devrions pas compter uniquement, en matière d'investissements, sur les énormes sociétés multinationales. Il faudrait que le secteur public fasse plus de placements par l'intermédiaire de la Société de développement du Canada.

En modifiant notre politique fiscale nous serions aussi mieux en mesure de rapatrier notre économie. Cette politique favorise les entreprises étrangères au détriment du Canadien moyen ou du petit homme d'affaires de notre pays. Nous offrons d'énormes stimulants aux sociétés pétrolières, gazières, minières, à tous les établissements exigeant un fort coefficient capitalistique mais un faible coefficient de main-d'œuvre canadienne. Ils sont presque tous étrangers. Mais nous réclamons des impôts des entreprises de fabrication et des petits hommes d'affaires.

**M. Osler:** Avez-vous vu le dernier bill fiscal?

**M. Nystrom:** Si le député de Winnipeg-Sud-Centre veut faire un discours plus tard, il peut toujours prendre la parole maintenant au nom des sociétés multinationales et de ses amis.

**Une voix:** C'est de la politacillerie.

**M. Nystrom:** Seulement 13 p. 100 des bénéficiaires des compagnies minières pour les 10 dernières années étaient imposables. Ce n'est pas comparable à ce que doivent payer les petites entreprises. Les sociétés gazières et pétrolières qui appartiennent presque entièrement à des entreprises étrangères n'ont été imposées que sur 5.7 p. 100 de leurs bénéficiaires pour la même période. Il n'est pas surprenant que les entreprises d'extraction étrangères préfèrent investir dans les régions qui leur accordent des avantages aussi importants plutôt que dans d'autres pays qui ne le font pas. Je me souviens du discours que le député de Duvernay (M. Kierans) a fait il y a quelque